

L'exposé budgétaire offre un autre aspect. Du fait que la déflation s'annonce dans un avenir rapproché, l'imposition des petits salariés est injuste. Aux Etats-Unis, le bureau de l'économie agricole a effectué un relevé de l'actif liquide du pays et a constaté que 40 p. 100 de la population ne possédait aucune réserve de pouvoir d'achat. Là où elle existait, elle était répartie entre les 60 p. 100 des citoyens les mieux rétribués. Ces derniers refusaient de payer une maison plus de \$5,020, et cela dans un pays où l'inflation est censée sévir dans des proportions alarmantes. Chez nous, toutefois, le ministère des Anciens combattants construit des habitations d'une valeur de \$5,000 à \$7,000, tandis qu'aux Etats-Unis, les gens en moyens ne se croient pas, règle générale, en mesure de payer plus de \$5,020.

La perception d'impôts excessifs sur les petits salariés empêche ces derniers de se préparer à la déflation inévitable. Après la guerre, le Gouvernement a inculqué l'espoir au petit peuple lorsqu'il a convoqué la conférence fédérale-provinciale où il a préconisé d'excellentes mesures. Un programme social y fut proposé, et le Gouvernement était disposé à inaugurer des travaux publics sur une grande échelle. J'aimerais citer un extrait tiré de la page 25 des propositions du Gouvernement canadien. Le voici :

On propose que le gouvernement fédéral adopte, en marge de son programme de placements, des pratiques compatibles avec son programme d'embauchage intégral et susceptibles de le compléter. Dans le passé, le chômage au Canada s'accompagnait d'un volume anormalement bas des exportations, dont les effets se font sentir dans l'économie tout entière, et d'un faible volume de placements domestiques privés. On propose d'utiliser le programme de placement afin de mitiger ou de contrebalancer les insuffisances de revenus provenant d'exportations ou de placement privés, selon les principes d'après lesquels

a) on utilise les programmes de placements publics pour remédier autant que possible à cette insuffisance; et

b) on pourvoit à des dépenses par l'intermédiaire des voies établies où les insuffisances de revenus et de placements se font le plus sentir.

Ce programme est absolument nécessaire dans bien des régions du pays et pourtant le Gouvernement l'a abandonné. Il se produira une période de déflation et l'on ne prend aucune mesure pour y remédier. En d'autres termes, le Gouvernement ne fait rien pour empêcher les crises économiques, et nous serons encore en butte aux grèves, aux émeutes et ainsi de suite. Les exhortations arrivent trop tard, quand le peuple a envahi la rue. Si l'on avait donné suite à ce programme, on aurait évité bien des misères.

J'aimerais maintenant dire un mot des mesures qu'on aurait pu prendre dans ma propre circonscription. Prenons, par exemple, l'aide

[M. Archibald.]

qu'on aurait pu accorder en établissant de nouvelles routes qui donneraient accès aux ressources forestières et minières inexploitées. Dans ma région se trouve la plus grande forêt de la Colombie-Britannique, mais il n'y a que peu de routes pour s'y rendre. Dans cette région du pays, il y a également un vaste gisement houiller dont le produit peut avantageusement se comparer avec celui de la Pennsylvanie. Ce gisement est sept fois plus vaste que celui de la Pennsylvanie. Cependant il existe une disette de houille et de bois d'œuvre. On devrait accorder aux provinces qui consentent à collaborer avec le Gouvernement d'après l'entente proposée par le Dominion, les avantages préconisés à ce moment-là. Au lieu d'agir, le Gouvernement attend qu'une crise se produise.

Je constate que le Gouvernement favorise l'entreprise particulière lorsqu'il le peut. C'est précisément ce qui empêche la mise en valeur des richesses du pays et nuit à la production sur une grande échelle. Certains événements récents démontrent que le Gouvernement devrait s'ingérer dans l'entreprise particulière. Par exemple, il devrait prendre les mesures qui s'imposent à l'égard de la production et de la distribution du bois d'œuvre et de la houille. La situation relative aux approvisionnements de charbon est si grave que la population canadienne pourrait bien avoir à souffrir, bien que nous possédions au pays de vastes gisements houillers inexploités et qu'il existe un grand nombre de chômeurs. Récemment, les houillères de Bulkley ont été forcées de refuser une commande en vue de l'exportation de 8,000 tonnes de houille de leur mine située dans la région de Telkwa, parce que le port de Prince-Rupert ne disposait pas des installations nécessaires à l'emmagasinage et au chargement.

On a entamé des pourparlers en vue de l'expédition de quelque 100,000 tonnes par année de charbon provenant de la vallée Bulkley, et peut-être même une quantité supplémentaire de 100,000 tonnes, mais on ne pourra rien faire à ce sujet tant que le port de Prince-Rupert ne possèdera pas les installations nécessaires à l'emmagasinage et au chargement. Les houillères de la vallée Bulkley ont, par le moyen de la perforatrice à diamant, révélé la présence d'un demi-million de tonnes dont un quart de million sont déjà mises à jour par les travaux actuels. D'après M. MacKay de la division des levés géologiques, les disponibilités de la région avoisinante seraient de 30 millions de tonnes.

Nous avons connu et nous connaissons encore des moments de grave disette et l'incertitude du moment est annonciatrice de difficultés futures. S'il veut se montrer à la hauteur